Antenne de Libourne : communication avec les sourds

Libourne est une antenne calme, dont on entend peu parler.
Une équipe toujours accueillante, des agents toujours volontaires, un engagement collectif dans les objectifs de service.
Puis des agents qui répètent, avec calme et pondération, leurs inquiétudes : quant à la nécessaire sécurisation des locaux, quant aux travaux prévus à l'antenne depuis plus de 18 mois mais toujours repoussés, quant à la volonté de la direction du SPIP de départementalisation et d'harmonisation avec le milieu ouvert de Bordeaux, qui est une antenne en aucun cas comparable…
Puis il arrive un moment où le calme explose.

Lorsque l'agression d'un CPIP a lieu le lundi après-midi et qu'AUCUNE communication n'est organisée par la direction du SPIP alors que la cheffe d'antenne est en congés.
Qu'il ait fallu attendre une interpellation par l'ADP pour qu'un ersatz de réunion soit organisé sur site le mercredi après-midi.
Que les 5 CPIP présents au service aient été appelés en salle de réunion, sans aucune information préalable, sans même expliquer ni le cadre ni le but de cette intervention de l'adjoint au DFSPIP.
Ce n'est qu'après cet enchaînement catastrophique qu'un mail a finalement été envoyé, à J + 3.

Il est regrettable d'avoir confondu communication et précipitation.
Ce n'est pas la première fois que la question est soulevée par la CGT SPIP 33, et elle le sera tant que nécessaire : une communication, même sans entrer dans les détails d'une situation individuelle, vaudra toujours mieux qu'un silence.
Au regard de l'insécurité des locaux, maintes fois dénoncée, qui permet l'accès **par n'importe qui** aux parties communes du SPIP, il aurait été judicieux de prévenir rapidement les agents afin qu'ils puissent être vigilants (même si le risque zéro n'existe pas face à une personne déterminée).
L'absence de communication, a fortiori dans le contexte actuel où les personnels pénitentiaires sont attaqués, ne fait que renforcer le sentiment d'isolement des agents.

A quel moment est-il entendable de ne recevoir aucune communication sur l'agression de notre collègue dans nos locaux, alors que dans le même temps des mails sont envoyés sur les difficultés d'éditer les modifications horaires en l'absence du cadre de proximité, et sur les consignes pour la prise en charge d'une personnalité médiatique ?

A chaque interpellation de la CGT SPIP 33 (même si le mot est sensible), notre organisation est renvoyée vers les personnes ayant délégation.
Mais n'est-il pas du devoir du DFSPIP de s'assurer personnellement de la manière dont sa politique de service est déclinée sur les antennes ?

Le message renvoyé aux équipes, n'en déplaise à la direction, est un manque de considération.
Les agents ont beau avoir le dos rond, il arrive un moment où ça ne passe plus.

Libourne, le 17 avril 2025